

Pourquoi la lutte pour la création et la défense d'Israël a été une grande victoire

cinq arguments pour

Dans la lutte contre la puissance coloniale impérialiste britannique, les États féodaux arabes et leurs partisans arabo-palestiniens, Israël a été créé le 14 mai 1948 sur la base du plan de partage de l'ONU de novembre 1947. Les questions débattues à ce jour sont les suivantes : Était-il juste de créer Israël en Palestine ? Pourquoi la création d'Israël a-t-elle été soutenue par le mouvement communiste mondial ? Sur ces questions et bien d'autres concernant la question israélo-palestinienne, il règne une grande confusion, même parmi les groupes qui se disent communistes ou antifascistes.

Nous pensons que, surtout dans les débats d'aujourd'hui, il est essentiel de discuter d'abord de la question de la création de l'État d'Israël. Si aucun accord ne peut être trouvé, même sur cette question fondamentale, parce que l'on prétend que la création d'Israël était un acte colonialiste visant à expulser la population arabo-palestinienne, il est clair que les discussions ultérieures seront de toute façon beaucoup plus difficiles, voire impossibles. Car cette délégitimation de l'État d'Israël, telle qu'elle est prônée aujourd'hui notamment par des organisations palestiniennes comme l'OLP, le Hamas, etc. vise directement ou indirectement la destruction d'Israël par une nouvelle guerre.

Toutefois, même si l'on s'accorde à reconnaître que la création de l'État d'Israël est la bonne chose à faire, cela ne résoudra certainement pas un certain nombre d'autres questions concernant l'histoire et la situation actuelle d'Israël. Mais au moins, les bases d'un débat solidaire seraient jetées.

La lutte pour la création d'Israël est avant tout une question de lutte démocratique, une question de lutte contre l'hostilité à l'égard des Juifs. Mais c'est aussi une question de lutte contre l'anticommunisme.

Elle concerne les positions communistes dans la lutte contre la falsification antisémite de l'histoire.

1. la lutte contre le colonialisme britannique

Oui, c'est vrai : Le "sionisme historique" était fondé sur l'idée erronée et bien ancrée que la création d'un État juif pouvait être réalisée en tant que projet colonial par la France sous Napoléon III (Moses Hess), par les dirigeants de l'Empire ottoman ou de l'Allemagne sous le Kaiser Wilhelm, ou encore par le colonialisme britannique (Theodor Herzl et d'autres). Ce "sionisme historique" a pris fin au plus tard après la guerre contre le fascisme nazi : Face au massacre industriel et étatique de la population juive en Europe par les fascistes nazis, les organisations juives, qu'elles se soient ou non qualifiées de sionistes, ont lutté avec les organisations communistes contre les nazis. Après mai 1945 au plus tard, il s'est produit ce qui suit : Les organisations juives ont lutté, non pas contre le colonialisme britannique, mais avec lui, pour l'entrée des survivants de la Shoah, pour la création d'un État d'Israël ouvert comme refuge pour tous les survivants juifs. Des milliers de personnes sont encore détenues dans des camps de "personnes déplacées" en Europe.

Ainsi, la création d'Israël sur la base du plan de partage n'a en aucun cas permis de restaurer les anciennes frontières historiques d'une entité juive préexistante dans cette région, comme certaines organisations sionistes l'avaient souhaité au début du 20^e siècle. Le plan de partage des Nations unies, et même l'expansion des frontières nationales d'Israël d'un tiers en 1949, était un compromis difficile à digérer pour la plupart des forces sionistes réactionnaires. Fondamentalement, il s'agissait d'un coup théorique et politique porté à la fausse théorie selon laquelle les frontières pouvaient être tracées n'importe où dans le monde sur la base d'événements historiques remontant à 2 000 ans, sans tenir compte des circonstances et des antécédents actuels. L'établissement de l'État d'Israël sur le territoire prévu et réalisé par la suite n'était pas un établissement fondé sur les frontières historiques d'une entité juive ayant existé il y a plusieurs milliers d'années.

Il s'agissait d'un compromis résultant d'une situation politique réaliste dans laquelle il était inconditionnellement reconnu que les arguments historiques ne pouvaient à eux seuls décider de la détermination des frontières, même s'ils n'étaient pas sans importance et devaient être pris en compte dans la mesure du possible. Ainsi, pour mémoire, la création de l'État d'Israël ne coïncidait pas avec les idéaux des forces sionistes réactionnaires, mais était ouvertement reconnue et acceptée comme politiquement nécessaire par les organisations et forces sionistes communistes, socialistes et progressistes.

Il n'y avait donc pas d'arguments historiques ? Oui, il y avait un argument de nature historique contemporaine qui précédait les crimes nazis. Mais il était également reconnu et accepté - même si c'était il y a longtemps - que les racines historiques de la religion et de la culture juives provenaient de cette région. C'est très différent de l'établissement colonial d'États tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ont également été marqués par la puissance coloniale britannique.

Les raisons historiques acceptables sont les suivantes :

- l'utilisation de la langue historique de cette région
- Pertinence des festivals et des fêtes de la période historique de cette région
- Donner des noms historiques à des lieux
- Aspects religieux et culturels de l'histoire de cette région pour la population juive actuelle

La création de l'État d'Israël s'est faite sans et contre l'impérialisme britannique ! Le "sionisme historique" est apparu en Europe comme une réponse à l'hostilité des États coloniaux à l'égard des Juifs. Pendant la période du fascisme nazi, la population juive a combattu dans la lutte des partisans et dans les armées de la coalition anti-hitlérienne. Cependant, l'impérialisme britannique a détenu le pouvoir colonial : L'impérialisme britannique détenait le pouvoir colonial dans le "territoire sous mandat de Palestine" depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Les colonialistes britanniques ont empêché au plus haut niveau l'entrée en Palestine des survivants juifs de la Shoah. Le colonialisme britannique est devenu un ennemi féroce, surtout après la défaite du fascisme nazi, et a utilisé son appareil militaire et policier contre les combattants juifs pour un État, pour un Israël indépendant.

Cette lutte contre le colonialisme britannique était une lutte de libération anticoloniale ! Elle était également soutenue par les sections progressistes de la population arabe palestinienne qui voulaient chasser le colonialisme britannique et lutter contre la politique impérialiste du "diviser pour régner". Cette lutte s'est soldée par une victoire. Face à la lutte

armée des organisations juives, la puissance coloniale britannique a été contrainte de se retirer de la région après de violents affrontements et a battu en retraite. En résumé :

Premier argument

L'affirmation selon laquelle la création d'Israël était un projet colonial est absolument indéfendable. Israël a été fondé pour lutter contre l'impérialisme britannique.

2. la juste lutte contre l'agression des États féodaux arabes et des forces réactionnaires arabo-palestiniennes.

Dans les années qui ont précédé le retrait des Britanniques en 1948, il était déjà clair qu'une autre grande lutte s'annonçait : La lutte contre les États féodaux arabes et leurs auxiliaires réactionnaires arabo-palestiniens (dont le mufti de Jérusalem, collaborateur nazi et criminel de guerre). Fidèles à la tradition nazie d'hostilité à l'égard des Juifs, ces forces ont lancé une agitation antisémite contre la population juive palestinienne et contre les survivants juifs de la Shoah qui s'étaient rendus (contre de grands obstacles) sur le territoire du mandat de la puissance coloniale britannique pour la Palestine. Une coalition d'États féodaux arabes menace ouvertement de faire la guerre. Des mercenaires venus d'Égypte et d'autres États féodaux arabes sont introduits dans le pays avant même le début de la guerre en mai 1948. Les secteurs les plus réactionnaires de la population arabe palestinienne sont incités à mener des attaques armées et des massacres contre la population juive, ce qu'ils font.

Azzam, secrétaire général de la Ligue arabe, l'avait déjà expliqué dans une interview accordée au journal égyptien Akhbar Al-Yom's le 11 octobre 1947 :

"Cette guerre sera une guerre d'extermination et un grand massacre dont on parlera plus tard comme des guerres mongoles ou des croisades.

Elle a été proclamée par le Comité suprême arabe le 1er mai 1948 :

"Maintenant que la guerre sainte a été déclarée, il n'y a aucune chance pour qu'un État juif survive. Tôt ou tard, tous les Juifs seront exterminés" (traduit et cité) : Morris, Ben : A History of the first Arab-Israel War, New Haven 2008, p. 395)

Cette hostilité extrême à l'égard des Juifs a une longue tradition, alimentée et propagée par les nazis en particulier à partir de 1933.

Avant même l'invasion nazie de la Pologne en 1939, les fascistes nazis allemands du monde entier ont apporté un soutien politique et militaire considérable aux forces réactionnaires, aux organisations et aux personnalités influentes dans les mouvements anti-britanniques des pays coloniaux. Ce fut le cas en Inde, en Irlande et dans la grande majorité des pays arabes, y compris la "Palestine mandataire" coloniale britannique. Le mufti de Jérusalem a par la suite aidé l'Allemagne nazie à organiser des unités SS musulmanes bosniaques.

L'intégration des pays arabes dans la guerre nazie-fasciste et l'influence des idées idéologiques et politiques nazies sur les peuples de ces pays étaient l'objectif des nazis-fascistes. Après 1945, ils y sont parvenus dans une large mesure. En effet, de nombreux criminels nazis importants ont trouvé refuge après la Seconde Guerre mondiale non seulement dans les pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, mais aussi dans les pays arabes en particulier, où ils ont mis leur expérience de la "lutte contre les Juifs" au service des appareils d'État respectifs.

Dans le cas de la population arabo-palestinienne réactionnaire et outragée et des sympathies d'une grande partie des pays arabes pour le fascisme nazi, ce n'est pas seulement la question de la participation à la guerre contre la coalition anti-hitlérienne qui est décisive, mais cette mentalité de base : Si Hitler l'avait emporté, la population arabo-palestinienne n'aurait plus de problème avec l'immigration juive. Les nazis auraient donc déjà résolu le problème. C'est ainsi que l'on peut résumer la grande sympathie pour l'Allemagne nazie, qui a uni tous ceux qui ont lutté contre l'immigration juive en Palestine sous mandat britannique, tant en paroles qu'en actions armées.

Après le retrait des troupes britanniques et la proclamation de l'État d'Israël le 14 mai 1948 sur une partie de l'ancien "territoire mandataire britannique de Palestine", les États féodaux arabes (Égypte, Syrie, Irak, Trans-Jordanie, Liban) ont envahi l'État d'Israël nouvellement créé le 15 mai 1948 avec leurs armées et en partie avec la participation de l'avant-garde des criminels nazis réfugiés dans ces pays, dans le but de détruire l'État d'Israël. Ces forces d'occupation ont été soutenues à des degrés divers par des groupes armés arabes palestiniens luttant contre les forces armées juives, mais aussi contre la population civile juive. Par exemple, des réactionnaires arabes s'emparent du quartier juif de Jérusalem et y détruisent les synagogues. De violents affrontements éclatent, au cours desquels des hommes, des femmes et même des enfants désarmés sont tués. La population arabo-palestinienne émigre en masse.

Dans cette bataille, la petite armée juive-israélienne naissante, composée essentiellement de combattants conscients, finit par l'emporter. Les attaquants ont été repoussés et vaincus. En résumé :

Deuxième argument

L'affirmation selon laquelle les véritables agresseurs étaient les forces armées juives est absurde. Les États arabes mentionnés ci-dessus ont envahi l'État d'Israël nouvellement créé. Eux et leurs auxiliaires arabo-palestiniens ont été vaincus par l'armée israélienne et l'attaque a été repoussée.

3. Pourquoi n'a-t-on pas créé un État pour la population arabo-palestinienne, mais seulement pour Israël ?

En 1945, lorsqu'il est devenu évident que les colons britanniques allaient se retirer, les Nations unies nouvellement créées ont longuement débattu de la question de savoir comment traiter deux populations ayant leur propre nationalité, les Arabes palestiniens et les Juifs palestiniens.

Au niveau diplomatique, en 1947, l'Union soviétique, alors socialiste, a obtenu des Nations unies qu'elles reconnaissent, à la majorité des États, le principe selon lequel il existait une nationalité arabe et une nationalité juive sur le territoire de la Palestine mandataire et que toutes deux avaient le droit de former un État binational commun ou que chacune avait le droit de former son propre État. Plusieurs commissions de l'ONU se réunissent. Après de longues sessions et discussions avec les représentants des deux nations, ils ont préparé un plan de partage détaillé basé sur des critères économiques et démographiques, au cas où un État binational ne serait pas possible dans la situation actuelle. Il en ressort que la création de deux États est un projet parfaitement réalisable du point de vue des États membres de l'ONU.

L'Union soviétique socialiste, qui a joué un rôle de premier plan dans le mouvement communiste mondial tout en étant la principale force dans la lutte pour la victoire sur le fascisme nazi, a expliqué en détail dans les discours de ses représentants à l'ONU que deux nations existaient sur le territoire de l'ancienne puissance coloniale britannique. Il a notamment été souligné que la nationalité juive, après le génocide de la population juive en Europe par le fascisme nazi, avait le droit de créer son propre État protégeant la population juive. Il a également été expliqué que la population arabe palestinienne, qui n'a jamais eu d'État, a le droit de créer son propre État sur une partie du territoire sous mandat de ses anciens maîtres coloniaux britanniques.

Il n'y a pas eu de discussion sur la division en deux États telle qu'envisagée par l'ONU. En effet, tant les États arabes que les représentants de la population arabo-palestinienne ont rejeté catégoriquement, sans aucun compromis, la création d'un État qui préserverait la population juive.

C'est ainsi qu'Israël a été créé, que les États arabes l'ont occupé et qu'ils ont été vaincus. L'occupation de l'État d'Israël nouvellement créé par les États arabes réactionnaires, qui s'appuyaient politiquement et moralement sur la résolution de l'ONU, par le biais de la lutte armée contre les colonisateurs britanniques, a donné lieu à la situation suivante : la grande majorité de la population arabe palestinienne, qui avait fui les actes de guerre, vivait désormais dans une partie du territoire palestinien sous mandat britannique (la rive occidentale et la bande de Gaza), que l'ONU avait recommandé pour un État palestinien, mais dans lequel aucun État palestinien n'a été établi. Ces deux territoires avaient été annexés par les agresseurs d'Israël, l'Égypte et la (Trans)-Jordanie. La misère des camps de réfugiés palestiniens a commencé ici. Ni l'État égyptien ni l'État jordanien, dont l'occupation d'Israël a considérablement aggravé la situation de la population arabo-palestinienne, n'ont rempli leurs obligations humanitaires en soutenant ces secteurs de la population arabo-palestinienne. Au contraire, ces États ont agi comme des voleurs de terres qui auraient dû faire partie de l'État palestinien, laissant la majorité de la population dans leurs logements misérables et leurs camps de tentes.

L'idée de la grande catastrophe propagée par les réactionnaires arabo-palestiniens, la soi-disant Nakba, est fondamentalement la frustration de la perte de la guerre et l'impossibilité d'éliminer Israël en tant qu'État et d'expulser ou de tuer la population juive ! En résumé :

Troisième argument

La raison de l'exode d'une grande partie de la population arabo-palestinienne était avant tout l'occupation d'Israël par la coalition des États arabes. L'échec de la création d'un État arabo-palestinien séparé en 1948/1949 n'est pas imputable à Israël ou aux "Juifs", mais aux dirigeants arabo-palestiniens, ainsi qu'aux États d'Égypte et de Jordanie, qui occupaient illégalement les territoires désignés et étaient responsables de la misère dans les camps de réfugiés.

4. l'expulsion et la fuite de la population juive États arabes

Dans les États arabes, surtout après 1948, il n'y a pas seulement eu une persécution extrême de la population juive expulsée. Il y a également eu une vague de persécutions, d'emprisonnements et d'exécutions de membres du parti communiste et de leurs cercles démocratiques dans les États arabes.

Fait peu connu : environ 700 000 Juifs ont été expulsés des États arabes. Une grande partie d'entre eux s'est réfugiée en Israël et y a formé une grande partie de la population. Ils ont été reconnus comme citoyens israéliens. Ce n'est pas un hasard si cette partie de l'histoire du conflit israélo-arabe n'est pas mentionnée ou reconnue, ou si elle est délibérément occultée afin de prétendre que seule la population arabe-palestinienne a souffert de ces guerres et de ces conflits.

Dès novembre 1945, les Juifs de plusieurs pays arabes sont menacés, attaqués et battus à mort. En Syrie, des synagogues et des magasins juifs sont attaqués. En Égypte, un groupe recruté au sein de la "Jeune Égypte" de Nasser et Sadate attaque le quartier juif du Caire et la synagogue. De nombreux juifs ont été tués et blessés. En Libye, selon les chiffres officiels, 130 Juifs ont été tués lors d'un pogrom.

En décembre 1947, peu après la résolution de partition des Nations unies, une nouvelle vague de terreur a éclaté. En Syrie, 82 Juifs ont été officiellement tués dans des massacres.

Après la création d'Israël, la situation de la population juive dans les pays arabes s'est aggravée. En Égypte, le gouvernement déclare la loi martiale dans la nuit du 14 mai 1948 et fait arrêter 2 000 Juifs. En Irak et en Syrie, les Juifs sont soumis à des arrestations arbitraires, à des interrogatoires et à des passages à tabac. Leurs biens sont confisqués et ils sont soumis à des taxes obligatoires. Ils perdent leur emploi et sont contraints d'accepter de nombreuses restrictions légales.

Au début des années 1950, la communauté juive du Maroc, qui comptait 265 000 membres, ne compte plus que 25 000 personnes. En Algérie, sur 140 000 personnes, il n'en reste que 500 dans le pays. En Tunisie, la communauté juive passe de 105 000 à 2 000 personnes. En Libye, en Égypte et en Irak, où il y avait environ 250 000 communautés juives, il reste moins de 1 000 Juifs.

Entre mai 1948 et décembre 1951, environ 700 000 immigrants de ces pays sont arrivés en Israël. Cette arrivée a doublé la population juive, dont la moitié environ venait d'Europe (y compris 100 000 survivants des camps de concentration et d'extermination). En résumé :

Quatrième argument

D'ailleurs, ce ne sont pas seulement les réfugiés arabo-palestiniens qui n'ont pas été acceptés par les États arabes en tant que "frères et sœurs" après la guerre de 1948/1949, bien au contraire. Il y a également eu une expulsion massive de la population juive des États arabes, qui a cherché refuge en Israël. Une autre raison pour laquelle la création d'Israël est si importante est qu'il s'agit d'un lieu de refuge pour tous ceux qui sont touchés par l'hostilité envers les Juifs.

5. l'attitude du mouvement communiste mondial à l'égard de la création de l'UE L'État d'Israël et la guerre israélo-arabe de 1948

Les documents du parti communiste d'Israël et des partis communistes des États arabes, tels que ceux publiés dans la revue d'orientation internationale "Pour une paix durable et une démocratie populaire", prouvent que le mouvement communiste mondial soutenait ouvertement la position de l'Union soviétique socialiste, rejetait l'agression des États arabes et s'y opposait, mais soutenait et accueillait favorablement la création d'Israël. Le fait que

les combattants juifs aient été approvisionnés en armes par la Tchécoslovaquie montre qu'il ne s'agissait pas d'un simple soutien verbal.

En juillet 1948, des délégations du PK d'Égypte, de Syrie, d'Irak et de la Ligue nationale pour la libération de la Palestine (LNL) se sont réunies à Beyrouth. Elles ont publié une déclaration qui a été distribuée sous forme de brochure dans la Palestine mandataire et dans les États arabes. Elle condamne fermement l'ingérence de la Ligue des États arabes dans les affaires palestiniennes. Elle condamne les dirigeants arabes palestiniens réactionnaires qui appellent les masses arabes palestiniennes à quitter le pays. Ce faisant, ces réactionnaires ont fait le jeu des impérialistes britanniques et américains et des forces juives qui empêchent la réalisation de la solution des deux États. Le mémorandum appelle la population arabe de Palestine à rester là où elle vit et à s'unir dans une lutte commune entre Arabes et Juifs : pour la libération de la Palestine de l'impérialisme et de toutes les forces réactionnaires alliées à l'impérialisme. En Irak, de grands rassemblements de masse et des manifestations ont été organisés sous les slogans de la Conférence de Beyrouth. Des milliers de communistes irakiens ont été arrêtés. Quatre membres dirigeants du parti communiste irakien sont pendus publiquement à Bagdad.

Lors de la conférence d'unification des communistes arabes-palestiniens (NLL) et juifs-palestiniens (PC palestinien) à Haïfa en octobre 1948 pour former le PC israélien, leur représentant (Tafiq Toubi) a fait la déclaration suivante

"Avec sa guerre d'agression (contre Israël), la réaction arabe n'a nullement servi les intérêts des masses arabes. Au contraire, elle sert ses maîtres - l'impérialisme anglo-américain - comme un serviteur loyal. Cette attitude est diamétralement opposée aux intérêts réels des peuples des États arabes. Il ne fait cependant aucun doute que la réaction arabe poursuit également ses propres objectifs de classe et sert les intérêts de la classe dirigeante dans les États arabes. Face au renforcement des mouvements de libération nationale dans leurs pays, face à la lutte croissante des masses pour l'amélioration de leurs conditions de vie extrêmement difficiles, la classe dirigeante de ces pays arabes veut profiter de la guerre palestinienne pour instaurer des régimes militaires dans les États qu'elle dirige. Au moyen d'un régime militaire brutal, la classe dirigeante vise à réprimer le mouvement des peuples arabes pour la libération nationale et pour la libération du joug de l'esclavage féodal et étranger. Elle veut intensifier la répression de la classe ouvrière et étouffer sa lutte croissante pour de meilleures conditions de vie, afin de porter un coup fatal aux forces démocratiques, aux dirigeants syndicaux et aux communistes. Ainsi, la réaction arabe espère utiliser la guerre palestinienne pour préserver ses propres régimes chancelants" (Kinus Ha'ichud (Conférence sur l'unification des communistes juifs et arabes dans le cadre du Parti communiste d'Israël, Haïfa, 22-23 octobre 1948), hébreu, édité par le MK du PK d'Israël). par le MK du PK d'Israël, pp. 36/37)

L'Union soviétique socialiste a également été le premier État à reconnaître officiellement Israël. En résumé :

Cinquième argument

Il est également dissimulé pour des raisons anticomunistes :

Les forces révolutionnaires et communistes du monde entier ont défendu la création d'Israël et condamné l'occupation des États arabes.

Discussion approfondie sur d'autres sujets

La création de l'État d'Israël et la défense contre l'agression arabe en 1948/49 étaient justes et justifiées, surtout du point de vue communiste. Mais cela ne signifie pas que "tout est réglé". Il faut discuter et analyser, non seulement sur le papier, mais dans un échange vivant avec les forces démocratiques-révolutionnaires et communistes qui luttent sur le terrain - actuellement très peu nombreuses - comment les choses ont fonctionné et quelle est la situation aujourd'hui.

□Sicherlich Dans le cadre de la lutte contre les secteurs de la population arabo-palestinienne qui ont mené des actions armées contre le peuple juif, il est nécessaire d'analyser si et dans quelle mesure les organisations paramilitaires juives-palestiniennes telles que le Lechi et l'Irgoun ont pris de mauvaises décisions dans la lutte militaire de la guerre de 1947-1949, ce qui a entraîné des pertes civiles évitables, comme le pensent certains "nouveaux historiens israéliens".

□Sicherlich Le rôle des dirigeants juifs qui ont soutenu l'impérialisme américain avant et peu après la création d'Israël doit être discuté. L'orientation ouverte des gouvernements israéliens vers les puissances impérialistes occidentales, en particulier les États-Unis, à partir de la guerre de Corée en 1950 et l'implication logistique des gouvernements israéliens dans la répression des luttes démocratiques au Chili, en Afrique du Sud et au Nicaragua dans les années 1970 et 1980 ne doivent pas être négligées.

- Bien sûr, la guerre pour le canal de Suez en 1956 (4 ans après le coup d'État de l'ultra-réactionnaire Nasser en Égypte en 1952) peut et doit être discutée ;
- Depuis la guerre du Liban en 1967, 1973 et les années 1980 (massacre de Sabra et Chatila), toutes les autres guerres israélo-arabes, avec leurs causes et leurs conséquences, en particulier la première et la deuxième "Intifada" et d'autres, devraient être examinées.
- Aujourd'hui, face à la dictature du Hamas et à une OLP réactionnaire dirigée par un Juif haineux comme Abbas, la nécessité d'un débat sur les méthodes de traitement des civils palestiniens par le gouvernement et l'armée israéliens, tant en Israël que dans les territoires autonomes palestiniens, ne fait aucun doute.

Les forces progressistes démocratiques en Israël exigent à juste titre cette confrontation. Nous sommes bien sûr solidaires avec elles, ainsi qu'avec toutes les forces démocratiques arabes palestiniennes qui résistent à juste titre à la dictature du Hamas dans la bande de Gaza et au régime policier réactionnaire de l'OLP d'Abbas en Cisjordanie.

* * *



Verlag Olga Benario und Herbert Baum

Postfach 10 20 51 - D-63020 Offenbach -Allemagne- www.verlag-benario-baum.de - info@verlag-benario-baum.de